

Compte-rendu du Comité Scientifique

Mardi 30 juin 2015

Participants

Président :

Jean Marc MEYNARD, INRA

Membres :

Jean Noël CHAUCESSE, CA Loire Atlantique
Claude COMPAGNONE, AgroSup Dijon,
Sarah FEUILLETTE, Agence de l'eau Seine Normandie
Catherine MICHELIZZI, CRA Poitou Charentes
Pascale MORETTY-VERDET, CDA Saône et Loire
Alain MOULINIER, CGAAER
Etienne PILORGÉ, CETIOM
Hervé SAVY, MAP – DGER
Jean SEEGERS, Institut de l'Elevage
Frédéric ZAHM, IRSTEA

Membres invités :

Hervé BOSSUAT et Thierry BONNAUD, DGPAAT
Martine GEORGET, INRA
Philippe VISSAC, ACTA

APCA :

Constance BIGOURDAN, Guillaume CLOYE, Thierry FELLMANN, Isabelle FROUX (matin) et Mikaël NAÏTLHO

Excusés :

Catherine DISENHAUS, INRA
Thierry COULON, ITV France

Renouvellement des membres du CS

Jean SEEGERS de l'Institut de l'Elevage (IDELE) a été désigné comme membre du comité scientifique, succédant ainsi à Bernard FOSTIER, de l'IFIP Institut du Porc. Jean est basé à Toulouse. Il s'est successivement occupé du service Lait, puis du service régional Sud-Ouest et assure pour l'IDELE la coordination transversale d'Inosys Réseaux d'Elevage.

Thierry COULON de l'Institut Français de la Vigne et du Vin fait valoir ses droits à la retraite fin juin 2015 et devra en conséquence être remplacé.

Priorités de R&D sur les circuits courts et de proximité

Dans le prolongement du travail engagé par le CS en mars avec **Thierry FELLMANN** et **Guillaume CLOYE** de l'APCA, **Jean-Marc MEYNARD** a rappelé l'objectif de la séquence de travail est de répondre à trois questions :

- Que nous manque-t-il comme connaissances pour être plus efficace dans le soutien aux circuits courts ?
- Que faisons-nous actuellement ?
- Que faudrait-il développer ?

Isabelle FROUX, en charge du dossier « circuits courts, alimentation » au sein du service Territoires Alimentation Forêts de l'APCA a présenté les questions de recherche et développement identifiées dans le réseau Chambres.

Sujets de recherche et développement	Réponses existantes
Diversité, complémentarité, synergie, concurrence entre modes de commercialisation	Partielles
Repères technico-économiques	Partielles
Gestion des flux, organisation de la logistique individuelle et collective	Faibles
Outil d'abattage (solutions innovantes de proximité)	Faibles
Evaluation environnementale des systèmes et des produits	Non connues
Valorisation pratiques agro-écologiques auprès des consommateurs	Faibles
Lutte contre le gaspillage	Non connues
Lien entre territoire et alimentation	Partielles
Evaluation des marques, bénéfice d'une marque collective	Non connues
Sécurité sanitaire des produits fermiers, bonnes pratiques d'hygiène	Faibles
Profil nutritionnel des produits fermiers	Non connues
Qualité et typicité des produits fermiers	Faibles
Conseil agricole	Faibles

Blaise BERGER (FR CIVAM Bretagne) et **Yuna CHIFFOLEAU** (INRA), animateurs du RMT « Chaînes alimentaires courtes de proximité » ont présenté l'évolution du contexte socio-économique des circuits courts (diversification des circuits de commercialisation, de la consommation, partage de gouvernance entre différents acteurs de la chaîne de production et de commercialisation). Des besoins de connaissances sont identifiés sur la compréhension de l'émergence de nouveaux circuits courts durables.

Le RMT vise à fédérer sciences sociales et sciences biotechniques et renforcer les liens avec la formation, afin de dépasser une approche agricole. Il vise à approfondir l'importance des nouveaux collectifs performants, la définition de nouveaux indicateurs de richesse, suivre l'adaptation des nouvelles formes d'accompagnement, suivre l'évolution des nouveaux usages (réduction du matériel, évaluation variétale participative...), caractériser les changements de pratiques chez les consommateurs et l'évolution des compétences chez les élus locaux. Des groupes de travail sont mis en place sur la performance et transition agroécologique, sur la réglementation, sur la gouvernance alimentaire locale et sur la consommation (co-apprentissages entre producteurs et consommateurs).

Antoine BESNARD (responsable du pôle territoire de la Chambre d'Agriculture du Maine-et-Loire) a présenté les travaux menés en Maine-et-Loire sur la mise en réseau des acteurs pour développer l'approvisionnement de la restauration

collective par des produits locaux. Un réseau d'agriculteurs, de transformateurs, de collectivités et d'acteurs locaux a été mis en place autour de 4 axes de travail (capitalisation d'expériences, communication, structuration de l'offre et formation). Soixante établissements proposant de la restauration collective ont ainsi été accompagnés. Les questions de logistique et de gestion des flux sont primordiales pour permettre à ces projets de se développer significativement.

Le débat a porté sur :

- L'importance de la mise en réseau ainsi que de la capitalisation des initiatives : comment une expérience locale réussie peut-elle être connue ailleurs, et y inspirer l'action individuelle ou collective ?
- La mobilisation des 9000 exploitations adhérentes au réseau Bienvenue à la Ferme, afin de constituer des références et pour renforcer la prise en compte de l'environnement. Le modèle des cas types façon Inosys ne semble pas le plus adapté, vu la diversité des systèmes de production.
- Le positionnement des circuits courts et des filières de proximité au regard des enjeux liés aux agricultures urbaines et périurbaines, et la nécessité pour les Chambres d'agriculture de se positionner sur ces agricultures, en lien avec les élus urbains ; en cas de non-engagement des Chambres, il y a risque que de nouveaux opérateurs répondent à la demande croissante des métropoles et des urbains concernant les mutations de l'agriculture sur leurs territoires.
- Les critères définissant la contribution des circuits courts à l'environnement, qui mériteraient d'être précisés (au delà du bilan carbone, souvent mis en avant).
- L'articulation, les complémentarités au niveau des exploitations agricoles et des territoires entre les circuits courts et les circuits longs ;
- Les questions que se pose un producteur qui souhaite inscrire une partie de son activité dans les circuits courts : le besoin de références d'une part et le besoin d'accompagnement du changement, d'identification de trajectoires d'exploitations d'autre part.
- L'incidence des circuits courts sur les systèmes de production et l'amélioration des performances techniques.

Jean-Marc MEYNARD a synthétisé les débats :

- De nombreux points de convergence entre les propositions des intervenants (importance de l'évaluation des performances en intégrant les spécificités des circuits courts, l'adaptation du conseil, l'importance centrale de la logistique...).
- Des questions plus spécifiques mises en avant par l'un ou l'autre des exposés (importance de l'abattage, co-apprentissage entre producteurs et consommateurs, importance des réseaux locaux...).
- La question de la synergie avec les filières de circuits longs va sans doute monter en puissance.
- La question de la capitalisation des expériences locales fait à la fois partie des ambitions du RMT et des missions de l'APCA : l'importance de produire des connaissances génériques sur des dynamiques locales, pour aider à leur diffusion.

Relevé de conclusions :

Il existe de nombreuses complémentarités et des convergences entre le RMT et le réseau des Chambres. Le Comité Scientifique recommande que les 2 réseaux se rapprochent pour mieux valoriser les synergies entre eux. Les formes de ce rapprochement restent à trouver par les acteurs eux-mêmes (participation des Chambres à certains travaux du RMT, réponses communes à des appels à projets...).

Etude sur la gouvernance et l'organisation des Chambres de Rhône-Alpes

Claude COMPAGNONE a présenté un travail sur la mutualisation des services des Chambres d'Agriculture de Rhône-Alpes. Cette étude, engagée il y a 4 ans, visait à caractériser l'organisation des différentes Chambres. La compréhension préalable des rapports aux clients (proche ou loin, marchand ou service public) pour les différentes prestations est considérée comme un préalable à un éventuel rapprochement entre les Chambres.

Vincent QUENAULT (Directeur de la Chambre d'Agriculture de l'Ardèche) était le Directeur référent en Rhône-Alpes de cette étude. La valorisation de l'étude s'est plutôt faite, jusqu'ici, au niveau départemental. Elle a permis d'identifier et d'accepter les différences entre les Chambres. La perspective de la réforme territoriale (Rhône-Alpes - Auvergne) peut être l'occasion de remobiliser ces travaux. La question de l'équilibre entre l'appui aux collectivités et l'appui direct aux agriculteurs, couplée à une perspective de diminution de certains financements publics peut également être l'occasion de repenser certains équilibres. Un travail a été engagé depuis dans certains départements de la région pour repenser collectivement les différents organigrammes.

Le débat a porté sur :

- Les possibilités et l'opportunité de généraliser une telle démarche sur l'ensemble des Chambres d'Agriculture,
- La possibilité de prise de décision à partir de cette analyse et en fonction des ambitions de la Chambres
- La nécessité de détailler plus finement par thématique (pouvant être variées au sein d'un même service).
- La possibilité de valoriser au niveau national les travaux conduits en Rhône-Alpes.

Relevé de conclusions : Le comité scientifique regretterait que les Chambres d'agriculture ne valorisent pas cet excellent travail en particulier dans le cadre de la réorganisation actuelle du réseau. Le CS suggère que ce travail soit présenté et mis en débat en réunion des Directeurs de CRA.

L'expérimentation dans le réseau des Chambres d'Agriculture

Mikaël NAÏTLHO a présenté l'avancement de la réflexion sur la coordination des outils expérimentaux du réseau des Chambres d'Agriculture : démarche proposée

par le conseil d'administration de l'APCA (disposer d'une vision globale pour rationaliser l'outil expérimental), expériences en cours : réorganisation des « stations lait et viande » du grand Ouest (Bretagne, Normandie et Pays de la Loire), réflexion sur l'organisation des stations fruits et légumes du Sud-Est (Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et PACA).

Le débat a porté sur :

- La nécessité de prendre en compte, dans la réflexion sur les dispositifs régionaux, les expérimentations conduites sur des fermes de lycées agricoles en partenariat avec CA (valoriser le recensement des expé CA, lycées réalisés en 2010)..
- Le rôle potentiel du comité scientifique dans la définition des attentes et besoin en matière d'expérimentation.
- Le rôle des stations : Dans quel cas a-t-on besoin de stations ? Les missions des stations ne sont pas clairement visibles ; quel rôle pédagogique, quel rôle de support d'animation pour les stations ? inversement, quel intérêt, quelles limites aux essais chez des agriculteurs ? (voir les réflexions du RMT SdCI) Comment mailler les essais avec les préoccupations des groupes d'agriculteurs ? Plus généralement, dans quel cas est-il nécessaire d'expérimenter (cf la fréquence élevée d'essais redondants) ?
- L'organisation de l'expérimentation : la nécessité d'une typologie des fonctions des équipes Chambres en charge de l'expérimentation ; partenariats vs indépendance des stations.
- Pertinence du GIS Relance Agronomie comme lieu de coordination de la réflexion sur les stations.

Relevé de conclusions : Le CS propose à l'APCA de compléter la typologie des stations et lieux d'expérimentation:

- la typologie des partenaires rend compliqué un inventaire complet ;
- la typologie des thématiques (de l'évaluation de variété à l'expé système très innovante de longue durée) avec une interrogation sur comment font les régions et systèmes de production qui n'ont pas de station.

Le CS pourrait, si l'APCA le souhaite, prolonger la réflexion engagée sur le besoin en matière d'expérimentation et les rôles respectifs des stations et des fermes réelles.

Prochains travaux du comité scientifique

L'ensemble des membres du CS sont conviés à la convention des Conseillers les 9 et 10 novembre à Paris

Prochaine réunion du CS le mardi 1^{er} décembre 2015.

Deux thématiques principales à l'ordre du jour du prochain CS :

- Le conseil (suite et perspectives de la convention des conseillers, témoignages sur l'évolution du conseil, contribution possible du CS)
- Ecophyto : vers le conseil de transition

Autres thématiques envisagées :

- Présentation des scénarios prospectifs Afterres 2050 (travail conduit par SOLAGRO)
- Territoires : Débat sur l'intervention des Chambres auprès des collectivités, dont le développement des circuits courts pour protéger les captages.
- Contrat d'Objectifs CasDAR : Préparation de l'évaluation à mi-parcours de la programmation 2014 2020 du CasDAR.
- Démarche prospective ACTA